

La tentation pragmatique de Nicolas Sarkozy en Chine **Barthélémy COURMONT***

La visite de Nicolas Sarkozy en Chine, son premier déplacement officiel en tant que chef de l'Etat en Asie orientale, était porteuse de nombreuses incertitudes sur l'attitude du chef de l'Etat dans une région qu'il connaît peu (à la différence de son prédécesseur), qui ne constitue pas sa priorité en matière de politique étrangère, et qui met aux prises la défense des Droits de l'Homme (inscrite dans les objectifs de la politique étrangère de la France du nouveau président) et un nécessaire pragmatisme avec un pays qui, à défaut d'être un modèle de démocratie, ne saurait aujourd'hui être montré du doigt, au risque d'en payer le prix.

La Chine est ainsi devenue si attractive pour les puissances occidentales que si les écarts sont permis, ils doivent être modérés. Les récents propos d'Angela Merkel sont ainsi considérés comme la ligne à ne pas franchir, au risque de voir les relations avec Pékin se détériorer (même si, dans le cas de Berlin, la « détérioration » sera très faible, et à peine comparable au différend avec Washington au milieu des années 90, quand le président Bill Clinton, venait donner des leçons sur les Droits de l'Homme en Chine). Pragmatisme oblige, le président français s'est montré mesuré dans ses propos sur des sujets pourtant sensibles, quitte à abonder dans le sens de Pékin sur des thèmes ne mettant pourtant pas franchement la Chine en position de donneur de leçons.

Cette tentation pragmatique, si elle est moins dangereuse qu'une posture fortement teintée d'idéologie (on se souvient, à titre d'exemple, des dégâts causés par les idéologues néoconservateurs à Washington il y a quatre ans), n'est cependant pas sans poser certains problèmes, en particulier en ce qui concerne un double langage ou des doubles standards sujets à critiques.

SUR LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

Dans ce contexte, difficile pour Nicolas Sarkozy de faire une sortie sur la question des Droits de l'Homme autre que quelques références du type « nous ne sommes pas toujours d'accord sur tout », ou « nous suivons de près les évolutions politiques et sociales de ce grand pays qu'est la Chine ». Personne ne s'attendait d'ailleurs à ce que le président français ne se risque à heurter ses hôtes en se montrant trop critique. Dès lors, le meilleur moyen de ne pas contredire les grandes lignes de la politique étrangère sans compromettre l'amitié franco-chinoise consistait à ne rien dire du tout, et à se contenter de quelques discours convenus tels que ceux sus-cités.

* Chercheur à l'IRIS et responsable du Bureau de l'IRIS à Taiwan. Publie ces jours-ci *La guerre*, dans la collection 128, chez Armand Colin.

Les premiers propos du président français sur cette question furent les suivants : « *J'ai relevé les progrès depuis trente ans dans ce domaine et rappelé l'attachement de la France à des progrès supplémentaires, en particulier pour l'Etat de droit dans le domaine judiciaire, l'activité des journalistes et la peine de mort* ». Comme pour mieux rappeler les différences entre Paris et Pékin sur cette question, mais également comme pour mieux se garder de toute critique trop vive.

Le président français s'est même, lors de sa rencontre avec son homologue Hu Jintao, permis une petite boutade : « *Vous avez été reconduit dans vos fonctions pour cinq ans ; 2012 est une année importante pour vous. Pour moi aussi* ». Les dirigeants chinois auront apprécié, les associations de défense des Droits de l'Homme aussi !

Le président français s'est également fermement positionné en faveur de la Chine sur l'éternelle question tibétaine. « *Comme pour Taiwan, le président a rappelé que, pour nous, le Tibet fait partie de la Chine* », a ainsi précisé l'Elysée. « *Mais nous encourageons le dialogue entre les émissaires du Dalai Lama et les interlocuteurs chinois pour que le peuple tibétain puisse bénéficier (...) de davantage de liberté culturelle et religieuse, de façon à ce que son identité soit préservée dans le cadre de la République populaire de Chine* ». Le chef religieux tibétain, en exil en Inde, a récemment été reçu par plusieurs dirigeants occidentaux (dont George W. Bush), s'attirant les foudres de Pékin. En tenant ces propos, et en l'absence de Bernard Kouchner et Rama Yade, le président français a sans doute rassuré ses hôtes. Et pour répondre aux critiques, le ministre des Affaires étrangères a, depuis Paris, rappelé que « *l'urgence, c'est la Birmanie, et non la Chine* ». C'est vrai, sans doute, mais l'un doit-il forcément empêcher l'autre ?

Une satisfaction cependant pour ceux qui pourraient reprocher à Nicolas Sarkozy de ne pas avoir été assez ferme sur la question des Droits de l'Homme, ses propos sur la peine de mort, quand il s'adressa à Hu Jintao : « *Je ne vous demande pas de l'abolir complètement, mais d'accentuer le mouvement qui s'esquisse tout doucement* ». En d'autres termes, « continuez sur cette voie (celle de la réduction du nombre de peines) », ce qui revient donc à considérer que la Chine est engagée sur la bonne voie.

SUR L'INDEPENDANCE DE TAIWAN

Sans doute la question la plus épineuse, et sur laquelle le chef de l'Etat aurait pu rester silencieux sans que cela ne change quoi que ce soit sur le fond.

« *Sur Taiwan, la position de la France est claire. Il n'y a du point de vue français qu'une seule Chine et Taiwan fait partie intégrante du territoire chinois* », a-t-il rappelé, assurant que ceci est « *reconnu par l'immense majorité de la communauté internationale* ». Difficile d'être plus pragmatique à Pékin.

Il est hautement probable que le gouvernement taiwanais montre des signes de protestation dans les prochains jours, en arguant de la défense des Droits de l'Homme et de la liberté de l'expression dans un pays que Reporters Sans Frontières a encore

récemment reconnu comme premier en Asie orientale sur la question de la liberté de la presse (loin, très loin, devant la Chine continentale, et juste derrière la France au classement mondial). Mais après tout, les élections présidentielles taiwanaises approchent, et à Chen shui-bian (le président actuel qui ne peut, en vertu de la Constitution, se représenter) succèdera un nouveau président plus pragmatique sur les relations inter-détroit, quel que soit le vainqueur. L'Elysée joue donc la carte de l'avenir, et par la même occasion de l'isolement du gouvernement actuel. Une position qui est celle de Washington.

Mais, contexte oblige, le président français s'est exprimé sur le référendum pour poser une candidature d'entrée à l'ONU sous le nom Taiwan, et non plus République de Chine, prévu en mars prochain à Taiwan. Pour Nicolas Sarkozy, la France est *« fermement opposée au projet de référendum sur une adhésion aux Nations unies sous le nom de Taiwan. C'est une initiative inutile, elle est donc regrettable. Je souhaite qu'elle ne soit pas poursuivie »*. Cette position, qui est également celle de Washington, a de quoi ravir les hôtes du président français, qui ne s'attendaient sans doute pas à une telle sortie d'un président dont les penchants pour la question des Droits de l'homme faisaient craindre à Pékin quelques couacs lors des rencontres avec Hu Jintao (que Nicolas Sarkozy avait déjà rencontré, à l'époque où les deux hommes étaient ministres de l'Intérieur). Hu Jintao n'a d'ailleurs pas manqué de remercier son homologue français : *« La Chine exprime son appréciation et ses remerciements à la France pour son attachement à l'unicité de la Chine, son opposition à l'indépendance de Taiwan et à un référendum sur l'adhésion de Taiwan aux Nations unies et son soutien à la grande cause de la réunification pacifique de la Chine »*.

Sur le fond, Nicolas Sarkozy a totalement raison. Taiwan et la Chine ne sont pas légalement séparées, pour la bonne et simple raison que les deux entités ne se sont jamais reconnues mutuellement. De même, l'idée du référendum est de fait inutile, dans la mesure où le résultat du vote n'aura aucune incidence sur une hypothétique reconnaissance de Taiwan à l'ONU. Quand on note que la question n'a même pas été évoquée lors de la dernière assemblée générale, en septembre dernier, on prend la mesure du chemin qui reste à parcourir. Taiwan n'est même pas proche de voir la question de son adhésion débattue. Alors pour ce qui est de la voir entrer à l'ONU... Ce référendum est un problème de politique intérieure à Taiwan, qui a des incidences sur la politique internationale, mais rien de plus.

Problème cependant : il est moralement délicat de se montrer, sans raison particulière sinon vouloir plaire à son interlocuteur, très critique d'une démocratie reconnue comme Taiwan et, dans le même temps, d'omettre de mentionner les imperfections de la Chine, au prétexte que cela serait déplacé. Mais il est visiblement plus facile de critiquer des démocraties de 23 millions d'habitants que des dictatures qui représentent 20% de la population mondiale. Et sur ce point, la France ne fait pas exception à la règle. Si on s'en tient à une lecture purement morale des relations internationales, Taiwan n'a aucune raison de ne pas faire partie de l'ONU, et sa non-adhésion constitue même une entrave à la Charte des Nations Unies. En tournant le dos à 23 millions de personnes, la communauté internationale manque à ses devoirs. C'est un fait et, tout pragmatisme mis à part, nous ne pouvons que comprendre le désir des Taiwanais d'être enfin reconnus par les instances internationales (rappelons, à titre

d'exemple aussi significatif qu'aberrant, que l'OMS a refusé d'envoyer à Taiwan des experts pendant la crise du SRAS, tout en invitant dans le même temps d'autres pays à se montrer coopératifs. Joli double standard dont Taiwan est tristement familière, pour son plus grand désagrément). On peut donc, au nom du réalisme d'Etat, ne pas soutenir l'idée de ce référendum, mais il est en revanche nettement plus délicat, et politiquement fort, de le dénoncer, qui plus est dans le pays directement visé par ce référendum. Surtout quand le fait de simplement l'ignorer aurait eu exactement les mêmes effets.

SUR LA LEVEE DE L'EMBARGO SUR LES VENTES D'ARMES

Autre question particulièrement sensible, sur laquelle les attentes de Pékin sont grandes : la levée de l'embargo sur les ventes d'armes de l'Union européenne à la Chine, décidé après les événements de la Place Tian Anmen en 1989.

Pour Nicolas Sarkozy, le maintien de l'embargo est « *un signal qui ne correspond ni à ce que la Chine est aujourd'hui ni à ses relations avec l'Europe* ». Une position en tout point semblable à celle de Jacques Chirac. Mais une position que ne semblent pas partager ni les partenaires européens de la France, ni les Etats-Unis (et peut-être encore moins les Démocrates que les Républicains), ni le Japon. Rappelons ici, en écho à la question précédente, que c'est à la suite de cet embargo, et du ton très ferme de Paris à l'égard de Pékin, que la France s'était rapprochée de Taiwan, et avait officialisé, entre autres, la vente des frégates La Fayette. Il fut un temps, pas si éloigné, où la France privilégiait envers et contre tous la question des Droits de l'Homme dans le détroit de Taiwan.

La plupart des experts pensaient que, à l'approche de la présidence française de l'Union européenne, le chef de l'Etat choisirait de rester discret sur cette question, se gardant d'envoyer des signes trop nets à Pékin. Ils se sont visiblement trompés. Une chose est certaine en tout cas, la position française sur cette question n'a pas changé avec le nouveau gouvernement, et si les partenaires européens risquent de grincer des dents, cette posture française rassure à Pékin, et ne peut que renforcer le partenariat entre les deux pays.

Interrogeons-nous cependant sur la pertinence de la levée de cet embargo. Les détracteurs expliquent qu'une telle attitude n'est pas justifiée, dans la mesure où le régime chinois ne s'est pas assoupli depuis Tian Anmen. En d'autres termes, lever l'embargo reviendrait à récompenser la Chine pour ce qu'elle n'a pas fait, et ce qu'elle s'est refusée à faire depuis près de vingt ans. D'autres estiment au contraire que, parallèlement au fait qu'il est difficile de traiter la Chine comme un partenaire et, dans le même temps, de lui infliger un embargo sur les ventes d'armes, la levée de cet embargo pourrait permettre à l'Union européenne d'envoyer un signe positif à Pékin, et de stimuler ainsi les nécessaires réformes. Les deux opinions se valent avec, de part et d'autre, des arguments solides.

Le débat reste ouvert, et nul doute qu'avec ses propos, Nicolas Sarkozy a délibérément décidé de faire de cette question l'un des chantiers de la politique extérieure de l'Union européenne lors de la présidence française.

UN PRAGMATISME PAYANT ?

Pragmatisme donc dans cette visite d'Etat de Nicolas Sarkozy. Pour quelle raison ? Rappelons que le président français était accompagné, pour cette visite d'Etat, d'hommes d'affaires, et que 20 milliards d'euros de contrats ont déjà été signés, en moins de 36 heures de visite ! Un résultat impressionnant qui se décline ainsi :

- *Areva* a vendu deux réacteurs EPR de troisième génération au premier électricien nucléaire chinois, *China Guangdong Nuclear Power Corps* (CGNPC), pour un montant total de huit milliards d'euros. « *Il s'agit de la livraison de deux îlots nucléaires EPR, troisième génération. Il s'agit de tout le combustible (uranium, NDLR) permettant de faire fonctionner ces deux îlots jusqu'en 2026* », a expliqué Anne Lauvergeon, qui accompagnait le chef de l'Etat en Chine.
- La Chine a acheté 160 avions à *Airbus*, a annoncé l'Elysée (110 A320 et 50 A330, pour un montant de 10 milliards d'euros).
- *Alcatel* a signé pour 750 millions d'euros de contrats avec *China Mobile*.
- *Alstom* a signé pour 43 millions d'euros de contrats pour la signalisation du métro de Shanghai.
- *Eurocopter* a signé pour 80 millions d'euros de contrats pour dix hélicoptères EC-155.
- *Natixis* a signé pour 60 millions d'euros de contrats pour un accord de coopération sur « l'efficacité énergétique ».
- *EDF* va prendre environ 30% du capital d'une co-entreprise, avec son partenaire chinois *CGNPC*, qui exploitera des centrales nucléaires en Chine.

La plupart de ces contrats sont le résultats de négociations engagées sous la présidence de Jacques Chirac. Toujours est-il que c'est lors de la visite de Nicolas Sarkozy qu'ils furent signés, et qu'il s'agit donc d'un succès important.

Bernard Kouchner, pourtant réputé pour placer les questions morales au centre de sa vision de la politique étrangère, n'hésitant souvent pas à faire du droit d'ingérence un devoir, est encore venu à la rescousse du chef de l'Etat sur la priorité accordée aux échanges commerciaux avec la Chine : « *Le président a choisi un certain nombre de ministres pour des dossiers très importants, qui vont faire du bien à la France, qui a besoin de travail et de rentrée de capitaux* ». Exit donc les questions humanitaires quand il s'agit de la Chine. La priorité est visiblement ailleurs.

Restent de nombreuses interrogations sur la politique étrangère de la France. Si le président français a clairement indiqué que ses priorités sont euro-atlantiques, il ne peut se permettre de totalement occulter les puissances émergentes, au premier rang desquelles la Chine et l'Inde. Avec des ministres chargés de la politique étrangère issus de la gauche, et avec des incertitudes concernant les orientations de ses conseillers les plus proches (atlantisme ou pas ?, politique pragmatique ou teintée d'idéologie ?...), les positionnements de la France sur la scène internationale restent encore flous.

Et la visite du chef de l'Etat en Chine n'apporte pas de réponse, sinon une forme de continuité, emprunte d'une vision idéologique à la carte. Ainsi, comme les Etats-Unis étaient il y a peu, multilatéralistes quand ils le pouvaient, et unilatéralistes quand ils le devaient (et l'inverse, on comprendra aisément la nuance), la France serait idéaliste quand elle le peut, et pragmatique quand il le faut (mais cette fois, l'inverse ne semble pas possible).